

Zweites Buch.

V o n d e n S a c h e n.

Erster Titel.

Von den verschiedenen Arten derselben.

(Art. 517—543 d. C. G. B.)

I. Von dem Grundbesitze.

1. Grundrenten.

§. 98.

Gesetz vom 18.—29. Dezember 1790 über die Ablösung derselben.
 Decret vom 20. August 1792 über diesen Gegenstand.

Declaration des Gesetzes vom 18.—29. Dezember 1790, vom 2.
 Germinal II (23. März 1794).

Gesetz vom 11. Brümär VII (1. November 1798) über das
 Hypothekenwesen. Art. 7 und 8.

2. Zehenten.

§. 99.

Gesetz vom 4. August 1789.

Gesetz vom 20.—26. April 1790.

Gesetz vom 7.—10. Juni 1791.

Gesetz vom 7.—12. Juni 1791.

3. Fünftelabzug.

§. 100.

Gesetz vom 23. November — 1. Dezember 1790. Titel II.
 Art. 7—9.

Gesetz vom 7.—10. Juni 1791.

Gesetz vom 3. Frimär VII (23. November 1798) Art. 98—101.

Gesetz vom 3. September 1807. Art. 1 und 2.

Staatsrathsgutachten vom 21. Januar — 2. Februar 1809 über
 den Fünftelabzug bei Erbpachtgrundstücken.

4. Dienste.

§. 101.

Gesetz vom 15.—29. März 1790. Tit. II. Art. 27.

5. Aufgehobene Prästationen und Rechte.

§. 102.

Gesetz vom 4, 6, 7, 8 und 11. August — 21. September und 3. November 1789.

Gesetz vom 15.—28. März 1790.

Gesetz vom 19. April 1790.

Gesetz vom 13.—20. April 1791.

Gesetz vom 25. August 1792.

Gesetz vom 9. September 1792.

Gesetz vom 7. Dezember 1792.

Gesetz vom 17. Juli 1793.

Gesetz vom 9. Brümär II (30. Oktober 1793).

Gesetz vom 9. Frimär II (29. November 1793).

Gesetz vom 28. Nivôse II (17. Januar 1794).

Decret vom 11. Messidor II (29. Juni 1794).

Staatsrathsgutachten vom 13. Messidor XIII (2. Juli 1805).

Staatsrathsgutachten vom 14. Juli — 18. August 1807 über die Renten von den zu Leibgewinn verliehenen Grundstücken.

Staatsrathsgutachten vom 18. August 1807 über die Renten für Einräumung von Standplätzen in öffentlichen Hallen.

Besondere Bestimmungen für die Departemente des linken Rheinuferes.

§. 103.

Rescript des Finanz-Ministers an den Präfecten des Roerdepartementes vom 15. Fructidor XI (2. September 1803) über die Drittel-Traube; Präf. Act. S. 55.

Decret vom 9. Vendémair XIII (1. October 1804) und die in dem Berichte über dasselbe, Handb. B. IV S. 554 angeführten früheren Bestimmungen.

Rescript des Finanz-Ministers vom 7. Frimär XIV (28. November 1805) über die Fortdauer des Erbpachtverhältnisses; Präf. Act. S. 281. ')

1) Paris, le 7 frimaire XIV de la république française.

Le ministre des finances, à monsieur LAUMOND, conseiller d'état, préfet du département de la Roër.

„Je suis instruit, monsieur, que par une fausse induction tirée „du décret du 9 vendémiaire XII, qui imprime aux redevances „connues dans votre département sous le nom de rentes emphi- „théotiques, le caractère d'exigibilité qu'ont conservé les rentes „purement foncières dans les autres parties de l'empire, quelques „débiteurs prétendant que cette assimilation réduit les rentes em- „phitéotiques aux conditions de simples rentes foncières; qu'en „conséquence 1° le droit d'expropriation, pour cause de non paye-

N. Kab.-Ord. vom 29. October 1835, die Grundrenten in der Rheinprovinz betreffend (Gesetzf. S. 231).

II. Wege und Landstraßen.

§. 104.

Decret vom 16. Dezember 1811 über die Staats- und Departementalstraßen.

Gesetz vom 22. November — 1. December 1790 über das Staatsgut. Art. 2.

Gesetz vom 28. September — 6. October 1791 über die Agrarverhältnisse; Tit. I. Abschn. VI.

Decret vom 16. Frimär II (6. December 1793); Handb. B. II S. 518 Note 1).

Beschluß vom 23. Messidor V (11. Juli 1797).

Gesetz vom 28. Pluvios VIII (17. Februar 1800) Art. 15.

Gesetz vom 11. Frimär VII (1. December 1798) über die Verwaltung der Departemental-, Municipal- und Kommunal- ausgaben. Art. 4.

Beschluß vom 4. Thermidor X (23. Juli 1802) Art. 6.

„ment du canon pendant trois ans, ne peut avoir lieu; 2° qu'un tiers aliénataire ne peut pas se regarder comme subrogé au droit de rentrer, en cas de non paiement, dans la propriété du bien dont il a acquis l'emphytéose; 3° que le gouvernement ni le tiers aliénataire d'une rente à génération ne peut entrer en jouissance de la propriété foncière d'une emphytéose à la mort du censite où finit la génération; j'ai cru devoir fixer ces incertitudes sur ces questions par la décision suivante dont je vous prie de maintenir l'exécution.

„Le décret impérial du 9 vendémiaire XIII n'a assimilé les rentes emphytéotiques aux rentes foncières que pour indiquer seulement qu'elles ne dérivent et ne sont mélangées d'aucun droit féodal; elles sont foncières, non comme dans les anciens départemens de la France; mais ainsi que s'exprime le décret conformément aux usages et statuts du pays composant les quatre départemens de la rive gauche du Rhin. Il en résulte:

„1°. Que le décret impérial du 9 vendémiaire XIII n'a apporté aucun changement aux obligations particulières des emphytéotes, à l'égard des propriétaires des rentes; et que les clauses de chaque bail emphytéotique demeurent en vigueur comme avant le décret.

„2. Que les tiers aliénataires de rente emphytéotique sont subrogés à tous les droits fixes et éventuels, tels qu'ils sont réservés au propriétaire direct par les clauses du titre primitif.“

J'ai l'honneur de vous saluer,

Signé GAUDIN.

Instruktion des Ministers des Innern vom 7. Prairial XIII (27. Mai 1805) über die Unterhaltung der Vizinalwege, insbesondere über die Ausführung des Beschlusses vom 4. Thermidor X (23. Juli 1802) wegen Leistung von Naturaldiensten. 1)

1) *Instruction donnée par le ministre de l'intérieur le 7 prairial XIII.*

Loi du 9 ventôse XIII (B. 36.)

„Une loi du 9 ventôse XII, et celle du 9 ventôse dernier relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux, donnent, monsieur, à l'autorité administrative, de nouvelles attributions qu'il est essentiel de fixer.

„Cette dernière loi porte, article 6, que l'administration publique fera rechercher et reconnaître les anciennes limites des chemins vicinaux, et fixera d'après cette reconnaissance, leur largeur suivant les localités, sans pouvoir cependant, lorsqu'il sera nécessaire de l'augmenter, la porter au-delà de six mètres, ni faire aucun changement aux chemins vicinaux qui excèdent actuellement cette dimension.

„Pour l'exécution de ces dispositions, il paraît convenable que vous chargiez chaque maire de former l'état des chemins vicinaux de sa commune; cet état devra en indiquer la direction, les différentes largeurs. S'il existe quelques titres qui fassent connaître ces particularités, ou qui constatent simplement que ces chemins sont une propriété communale ou publique, il en sera fait mention sur cet état; le maire y joindra des observations sur les élargissemens qu'il serait utile de leur donner, soit en général, soit partiellement.“

„L'état ainsi disposé devra être publié dans la commune; les habitans seront invités à en prendre connaissance, et adresser au maire, dans un délai de quinze jours, les réclamations qu'ils pourraient avoir à faire, soit sur la largeur, soit sur la direction ou la propriété desdits chemins.“

„Le tout sera ensuite, ainsi que l'état dressé par le maire, soumis au conseil municipal, qui devra vérifier les faits énoncés par le maire, et délibérer, tant sur les dispositions proposées par celui-ci, que sur les difficultés ou réclamations élevées par les habitans. Il donnera son avis sur les élargissemens à faire, et il établira, d'après le vu ou l'absence des titres, s'ils doivent s'opérer à titre gratuit sur les propriétés contiguës, ou si la commune doit payer la valeur des terrains à acquérir.

„Vous ferez remarquer à ce sujet aux conseils municipaux, que ni la loi du 9 ventôse dernier, ni aucune autre ne dérogeant aux principes conservateurs des propriétés privées, et que si le besoin public exige qu'on prenne une portion de ces propriétés, la loi veut qu'on indemnise préalablement les propriétaires.“

„La délibération du conseil municipal sera soumise au sous-préfet: ce fonctionnaire discutera les points contentieux; il vous

Gesetz vom 29. Floreal X (19. Mai 1802) über die Konventionen gegen die Wegepolizei in Beziehung auf Landstraßen.

„donnera un avis motivé, d'après lequel le conseil de préfecture approuvera ou modifiera les vues du conseil municipal, en fixant irrévocablement les largeurs des différens chemins, et en soumettant la commune à payer, à dire d'experts, les terrains nouveaux dont elle aura besoin.“

„L'exécution de cette partie de la loi, surtout lorsqu'il s'agira de reprendre sur les propriétés qui bordent les chemins, les terrains nécessaires pour rendre à ces chemins la largeur qu'ils devaient avoir, fera naître probablement plusieurs difficultés relatives à la propriété des terrains réclamés. Pour connaître l'autorité qui, en cette matière, doit prononcer sur la question de propriété que ces réclamations présenteront, il faut rapporter des dispositions de cette dernière loi, celles du 9 ventôse XII.“

„L'article 5 porte: *Tous les biens communaux possédés à l'époque de la publication de la présente loi, sans acte de partage, et qui ne seront pas dans le cas précisé par l'art. 3 (celui d'un partage sans qu'il en ait été dressé acte), ou pour lesquels les déclarations et soumissions de redevance n'auront pas été faites dans le délai et suivant les formes prescrites par le même article (3), rentreront entre les mains des communautés d'habitans.*“

„En conséquence, les maires et adjoints, les conseils municipaux, les sous-préfets et préfets feront et ordonneront toutes les diligences nécessaires pour faire rentrer les communes en possession.“

„L'article 6 n'attribue au conseil de préfecture la connaissance que des contestations, soit sur les actes et les preuves de partage de biens communaux, soit sur l'exécution des conditions prescrites par l'article 3, et cette limitation d'attribution semble d'abord exclure le cas établi par l'art. 5; mais l'article 9 fixe à ce sujet l'intention du législateur. Cet article dit qu'il ne sera prononcé de restitution de fruits en jouissance, ni par les tribunaux, en faveur des tiers, dans le cas des répétitions prévues par l'article 8, ni par les conseils de préfecture, en faveur de communes, dans celui mentionné en l'article 5, qu'à compter, etc.“

„Il résulte de cette dernière disposition, que le conseil de préfecture doit connaître aussi des possessions de biens communaux qui n'ont pas eu pour origine un partage plus ou moins illégal, et qui ne sont par conséquent que l'effet d'usurpations ordinaires.“

„Les chemins vicinaux sont généralement composés de terrains acquis par les communes; ils forment une partie de biens communs: la connaissance des usurpations sur ces chemins doit donc appartenir au conseil de préfecture.“

„Vous reconnaîtrez facilement, monsieur, que cette attribution donnée au conseil par les dispositions combinées des deux lois

Beschluß des Präfecten des Noerdepartementes vom 29. Nivôse XI (19. Januar 1803) über die Wegepolizei. Präf. Act. S. 53.

„du 9 ventôse XII et du 9 ventôse dernier, ne nuit en rien au
 „pouvoir qu'ont toujours les tribunaux de connaître des questions
 „de propriété relatives à tous autres terrains que ceux qu'on peut
 „supposer devoir faire partie des chemins vicinaux. Au reste, le
 „conseil, dans l'exercice de cette attribution, ne devra pas per-
 „dre de vue qu'elle lui est donnée comme objet d'administration;
 „il devra par conséquent distinguer les usurpations manifestes,
 „des empiètemens douteux, ou très-anciens; et, lorsqu'il ne lui
 „sera pas évidemment prouvé qu'un terrain a dû, de mémoire
 „d'homme, faire partie d'un chemin auquel il s'agira de rendre
 „sa largeur, il sera de sa justice d'obliger les communes à dé-
 „ dommager les propriétaires.“

„La largeur des chemins vicinaux peut, suivant les cas, être
 „fixée par l'une ou l'autre partie de l'autorité préfectorale. Lors-
 „que la reconnaissance des chemins d'une commune n'aura fait
 „naître aucune réclamation, la fixation sera faite par le préfet,
 „agent d'exécution; elle le sera par le conseil de préfecture,
 „lorsqu'il y aura eu réclamation, et conséquemment contestation
 „sur l'ancienne largeur.

„L'établissement, la direction, le changement et l'entretien des
 „chemins vicinaux restent dans les attributions du préfet.

„Deux genres de délits peuvent porter atteinte à la conserva-
 „tion des chemins vicinaux.

„Les uns, tels que les envahissemens, les empiètemens, les
 „plantations d'arbres, etc., tendent à changer la largeur ou la
 „direction que l'administration a fixées.

„Ces contraventions, conformément aux deux lois des 9 ven-
 „tôse XII et 9 ventôse XIII, sont réprimées par le conseil de
 „préfecture. Elles devront être constatées journellement par des
 „procès-verbaux que dresseront les officiers de police municipale.
 „Le maire fera dénoncer ce procès-verbal au propriétaire dé-
 „linquant; et si, dans la huitaine, à compter du jour de la dé-
 „nonciation, le chemin n'a pas été remis dans son état primitif,
 „le maire devra vous faire passer, par la voie de la sous-pré-
 „fecture, le procès-verbal du garde champêtre, avec copie de
 „l'acte de notification faite au délinquant, pour vous mettre à
 „portée de provoquer auprès du conseil de préfecture la décision
 „convenable. Vous la rendrez exécutoire; soit pour faire con-
 „fectionner d'office les ouvrages nécessaires, soit pour faire
 „payer les dépenses qu'ils auront occasionnées, et ce conformé-
 „ment au mode prescrit pour le recouvrement des contributions
 „publiques.

„D'autres délits, tels que dépôt de fumiers; matériaux ou au-
 „tres encombrements, fouillemens de terre, enlèvemens de bor-
 „nes ou de pierres, comblemens de fossés ou autres dégradations,
 „nuisent à la validité des chemins et au libre usage de la voie
 „publique.“

Beschluß desselben vom 3. Messidor XIII (22. Juni 1805) über den nehmlichen Gegenstand. Präf. Act. S. 315.

„Ces détériorations, soit qu'elles soient commises par les ri-
 „verains, soit qu'elles soient attribuées à d'autres habitans, sont
 „des délits de police dont la connaissance n'a point été retirée
 „à l'autorité judiciaire. Ils doivent être constatés journellement
 „par le garde champêtre ou autres officiers de police municipale,
 „pour être ensuite dénoncés au juge de paix, et réprimés par
 „voie d'amende et d'indemnités.“

„Quant au mode d'entretien, il a déjà été réglé qu'on emploie-
 „rait la prestation en nature; mais on n'a pas déterminé quels
 „seraient les habitans qui devraient concourir à cette charge,
 „et, dans quelques départemens, on n'exige la prestation en na-
 „ture que de la part des propriétaires fonciers, tandis que dans
 „d'autres on y assujétit tous les habitans indistinctement: et que
 „d'autres préfets établissent des exceptions fondées sur la cote
 „des contributions.“

„En attendant que l'empereur ait jugé à propos de faire un
 „règlement d'administration générale sur cet objet, il convient,
 „pour éviter l'arbitrage, d'adopter une base commune qui éta-
 „blisse une sorte d'égalité proportionnelle qui réclame la justice.
 „Il est certain que les chemins vicinaux sont utiles à tous les
 „habitans, mais dans des proportions très-différentes. C'est en
 „raison de l'intérêt de chacun que devraient être partagées en-
 „tre tous les journées de travail nécessaires à la réparation des
 „chemins.,

„On ne doit pas demander un travail gratuit à celui qui est
 „obligé de travailler journellement pour assurer sa subsistance
 „et celle de sa famille; il faut excepter ces habitans: et, pour
 „y parvenir généralement, il conviendra de ne point assujettir à
 „la prestation ceux dont toutes les contributions directes ne s'é-
 „lèvent pas au-dessus de trois ou quatre journées de travail.

„Vous avez dû remarquer, monsieur, que les lois sur la ma-
 „tière ne donnent aucun moyen de pourvoir au paiement des ou-
 „vrages d'art dans les communes auxquelles il ne reste aucun
 „fonds disponible. Beaucoup de chemins vicinaux exigent cepen-
 „dant des dépenses de cette nature; pour y subvenir, il sera né-
 „cessaire d'évaluer le montant de cette dépense en journées de
 „travail en nature: à cet effet, le conseil municipal devra fixer
 „en même tems le prix pécuniaire de la journée de travail, afin de
 „mettre les habitans à portée de choisir le mode de prestation
 „qui leur sera le plus convenable; les ouvrages d'art ne pouvant
 „être exécutés par celui de la prestation en nature, on réservera
 „le fonds provenant de la prestation pécuniaire volontaire, pour
 „le paiement des ouvriers spécialement chargés de la confection
 „de ces ouvrages. Si ce fonds paraît devoir être insuffisant, le
 „maire devra engager les contribuables les plus aisés, à fournir
 „un plus grand nombre de journées en numéraire.

„J'ai remarqué que, dans quelques départemens, on mettait le
 „curément des fossés creusés le long des chemins, à la charge

Instruktion desselben vom 8. Thermidor XIII (27. Juli 1805) über Beaufsichtigung und Unterhaltung der Kommunalwege. Präf. Act. S. 381.

Verordnung vom 20. Juli 1818 (Lottner Nr. 298, B. 1. S. 504) §. 2 Nr. 2 über die Entscheidungsbefugniß der Regierungen hinsichtlich der Gemeinde- und Nachbarwege.

U. Kab.-Ord. vom 17. September 1822 über Eintheilung der öffentlichen Wege auf der linken Rheinseite in Land- und Heer- und in Bezirksstraßen (Amtsbl. Köln S. 103. Koblenz S. 433. Trier S. 161).

Allerh. Instruktion vom 17. Mai 1834 zur künftigen Verwaltung der Kunststraßen (Ann. d. inn. Verw. S. 532).

Fuhrwesen.

§. 105.

Gesetz vom 7. Ventos XII (27. Februar 1810).

Decret vom 23. Juni 1806 (antiquirt).

Chausseegelddtarif vom 28. April 1828 und Ministerialbekanntmachung vom 15. Mai 1828 (Gesetzf. S. 65).

Pflanzungen an Wegen.

§. 106.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XXVIII.

Gesetz vom 26. Juli — 15. August 1790.

Gesetz vom 28. September — 6. Oktober 1791. Tit. II. Art. 43.

Gesetz vom 28. August — 14. September 1792.

Beschluß vom 28. Floreal IV (17. Mai 1796).

Instruktion des Präfekten des Roerdepartements (ohne Datum) über die Pflanzungen an Staatsstraßen. Präf. Act. Jahrg. XII S. 298.

Gesetz vom 9. Ventos XIII (28. Februar 1805).

Gesetz vom 16. December 1811.

Waldwege. Wege zu Bergwerken, Hütten- und Hammerwerken.

§. 107.

Gesetz vom 16. September 1807 über Austrocknung der Moräste u. s. w. Tit. VIII.

„des seuls propriétaires aboutissants. Cette mesure est injuste.
„Les fossés font partie des chemins, et ils doivent être entrete-
„nus de la même manière; sauf les poursuites à faire et les
„amendes à appliquer aux propriétaires qui auraient fait des
„encombremens extraordinaires, ainsi que je vous l'ai déjà fait
„observer.“

Straßenpflaster.

§. 108.

Gesetz vom 11. Frimär VII (29. November 1798) über die Departemental-Municipal-, und Kommunalaußgaben. Art. 4.
Staatsrathsgutachten vom 25. März 1807.

III. Oeffentliche Flüsse.

§. 109.

- Forstordnung vom August 1669 Tit. XXVII. Art. 40—46.
Beschluß vom 19. Ventosé VI (9. März 1793).
Decret vom 16. December 1811 über die Deiche in dem Noerdepartemente.
Decret vom 6. November 1813 über die Holzfällungen auf den Inseln und an den Ufern des Rheins.
Reglement des Ministeriums des Innern vom 9. Mai 1828 für die Führer der Dampf- und Segelschiffe (Ann. d. inn. Verw. S. 456).
Zusätzliche Verordnung vom 23. März 1836 (Amtsbl. Köln S. 101).
Ober-Präsidialbekanntmachung vom 7. August 1836 über Ausdehnung des §. 19 des Reglements vom 9. Mai 1828 auf Flöße.
Rheinschifffahrtsordnung vom 31. März 1831 und Ratifikationsurkunde derselben vom 19. Mai 1831 (Gesetzf. S. 71).
Verordnung vom 30. Juni 1834 wegen Anwendung der Rheinschifffahrtsordnung auf die Binnenschiffahrt am Rhein (Gesetzf. S. 145).
Genehmigungsurkunde der in dem Protokolle der Rheinschifffahrts-Central-Kommission vom 1. December 1834 enthaltenen ergänzenden Bestimmungen der Rheinschifffahrtsacte vom 31. März 1813. De dato den 14. Juni 1835 (Gesetzf. 1836 S. 121).
N. Kab.-Ord. vom 18. November 1833 und Zusammenstellung vom 14. November 1833 (Gesetzf. S. 129 und 140—142) die Schifffahrtsabgaben am Rhein und auf der Mosel betreff.
Verordnung vom 30. Juni 1834 wegen Einrichtung der Rheinzollgerichte (Gesetzf. S. 136).
Instruktion des Finanz-Ministeriums vom 27. September 1834 die Untersuchung der zur Rheinschiffahrt gehörigen Schiffe betreffend (Ann. d. inn. Verw. S. 854).
Allerhöchstes Regulativ vom 18. Februar 1836 über das Ausweichen der Schiffe auf der Mosel (Amtsbl. Kobl. S. 152; Erier S. 143).
Verordnung der Königl. Regierung zu Trier vom 10. Mai 1832

die Schifffahrt auf der Saar innerhalb der Festungswerke von Saarlouis betr. (Amtsbl. Trier S. 182).

Uferpflanzungen.

§. 110.

Bekanntmachung der Königl. Regierung zu Köln vom 3. September 1834 die Erhaltung der Rheinuferpflanzungen betreff. (Ann. d. inn. Verw. S. 851).

Fährgerechtsame.

§. 111.

Gesetz vom 6. Frimär VII (26. November 1798).

Gesetz vom 14. Floreal X (4. Mai 1802) Art. 9 und 10.

Beschluß vom 8. Floreal XIII (28. April 1804) über Verpachtung der Fähren.

Reglement vom 28. August 1822 für sämtliche Fähranstalten (Ann. d. inn. Verw. S. 752).

Nachtrag zu demselben vom 6. Mai 1827 (Ann. d. inn. Verw. S. 460).

Werfte, Ablageplätze, Kanal-, Brücken- und andere Kommunikationsanlagen.

§. 112.

Gesetz vom 16. September 1807. Tit. VII.

Nicht schiffbare Gewässer.

§. 113.

Gesetz vom 14. Floreal XI (4. Mai 1803).

IV. Mineralquellen.

§. 114.

Beschluß vom 29. Floreal VII (18. Mai 1799) wegen Erneuerung der älteren Verordnungen über diesen Gegenstand.

Beschluß vom 3. Floreal VIII (23. April 1800) über Verwaltung der dem Staate gehörigen Mineralquellen.

Beschluß vom 6. Nivós XI (27. Dezember 1802) über diesen Gegenstand.

Decret vom 22. November 1811 über die Mineralquellen zu Aachen.

U. Kab.-Ord. vom 10. April 1818 wegen Zurückgabe der Bäder und Mineralquellen zu Aachen an die Gemeinde (Amtsbl. S. 193).

V. Forsten.

A. Französische Bestimmungen.

§. 115.

Forstordnung vom August 1669.

Proklamation vom 3. November 1789.

Gesetz vom 11. December 1789.

Gesetz vom 18.—26. März 1790.

Gesetz vom 19.—25. December 1790.

Gesetz vom 20. August — 29. September 1791 über die Forstverwaltung, insbesondere Tit. IX über die Betreibung der Klagen in Forstfachen.

Staatsrathsgutachten vom 4.—8. Februar 1811 wegen Fortdauer der Gültigkeit der älteren Wald- und Buschordnungen.

B. Bestimmungen aus der Zeit der provisorischen Verwaltungen.

a. Generalgouvernement des Nieder- und Mittelrheines.

§. 116.

Verordnung vom 17. August 1814 (Sourn. f. d. Nieder- und Mittelrhein. S. 219).

b. Oesterreichisch-baierische Landesadministration.

§. 117.

Verordnung vom 30. Juli 1814 wegen Verfolgung und Bestrafung der Forstfrevel (Vottner Nr. 170, B. 1 S. 247.)

c. Landesadministration zu Saarbrücken.

§. 118.

Verordnung vom 11. Januar 1816 über Anwendung der Verordnung vom 30. Juli 1814 (§. 117) auf das Gebiet derselben (Vottner Nr. 224; B. 1. S. 350).

C. Neuere Bestimmungen.

§. 119.

Ministerialinstruktionen vom 21. April 1817:

- a. für die Königl. Oberförster (Hartig's Forst- und Jagdarchiv für Preuß. II, 4, 73);
- b. für die Revierförster (Hartig II, 3, 33);
- c. für die Unterförster und Waldwärter (Hartig II, 2, 51);
- d. zur Verwaltung der Königl. Forstkassen (letztere, wie auch die ersteren drei besonders amtlich abgedruckt. Berlin bei Decker, in Fol.).

Gesetz vom 7. Juni 1821 wegen Untersuchung und Bestrafung des Holzdiebstahles (Gesetzf. S. 89).

Declaration dieses Gesetzes vom 6. März 1827 (Gesetzf. S. 27).

U. Kab.-Ord. vom 14. September 1831 über Einziehung der Forststrafen und Entschädigungsgelder für Gemeinden, Kirchen, Institute und Private (Vottner Nr. 970, B. III. S. 393).

Gemeinde- und Institutswaldungen.

§. 120.

Verordnung vom 24. December 1816 (Gesetzf. 1817 S. 57).

Decret vom 22. März 1806 und vom 31. Januar 1813 über die Kosten des Schutzes der Gemeindewaldungen.

Grenzbezeichnung zwischen Staats- und Privatwaldungen.

§. 121.

U. Kab.-Ord. vom 6. Februar 1826 (Amtsbl. Aachen S. 135).

Privatwaldungen.

A. Französische Bestimmungen.

§. 122.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XXVI.

Gesetz vom 9. Floreal XI (29. April 1803).

B. Bestimmungen aus der Zeit der provisorischen Verwaltung.

a. Gouvernement für den Nieder- und Mittelrhein.

§. 123.

Verordnung vom 17. August 1814 über Verwaltung des Forstwesens (Journ. S. 219) §. 30.

b. Oesterreichisch-baierische Landesadministration.

§. 124.

Verordnung vom 15. December 1814 (Vottner Nr. 194; B. 1 S. 309). 1)

VI. Moräste.

§. 125.

Decret vom 26. December 1790 — 5. Januar 1791.

Gesetz vom 16. September 1807.

1) Wegen der Nutzungsrechte in Waldungen s. §. 132.

VII. Bergwerke.

§. 126.

Gesetz vom 12.—28. Juli 1791.

Gesetz vom 21. April 1810.

Decret vom 3. Januar 1813.

U. Kab.-Ord. vom 30. August 1820, die Bergwerkssteuer betr. (Gesetzf. S. 167).

U. Kab.-Ord. vom 9. März 1836 über Abänderung des Art. 29 des Decretes vom 3. Januar 1813 (Amtsbl. Köln S. 99).¹⁾

VIII. Festungswerke.

§. 127.

Gesetz vom 8.—10. Juli 1791.

U. Kab.-Ord. vom 9. Juni 1821 wegen Ausdehnung der U.

Kab.-Ord. vom 21. Januar 1812 auf alle Festungen in dem Umfange der Monarchie (Ann. d. inn. Verw. 1822, S. 698).

U. Kab.-Ord. vom 9. April und Regulativ vom 22. März 1822 über die Benutzung stehender und die Anlage neuer Holzhöfe in den Rayons.

U. Kab.-Ord. vom 1. October 1823 wegen Anwendung des Rayongesetzes vom 24. August 1814 auf sämtliche Festungen (Gesetzf. S. 174).

U. Kab.-Ord. vom 30. August 1824 wegen der Lehm- und Sandgruben innerhalb der Rayons (Gesetzf. S. 163).

U. Kab.-Ord. vom 30. September 1828 und Regulativ vom 10. September 1828 über das Verfahren bei baulichen Anlagen oder sonstigen Veränderungen der Erdoberfläche in den nächsten Umgebungen der Festungen (Gesetzf. S. 119).

- 1) Die einzelnen neueren Gesetze und die Verordnungen des rheinischen Oberbergamtes sind zusammengestellt in:

Sammlung von Gesetzen und Verordnungen in Berg-, Hütten-, Hammer- und Steinbruchs-Angelegenheiten, welche seit der Wirksamkeit des Königl. Preuß. Rheinischen Oberbergamtes erlassen worden sind, und in dessen Haupt-Berg-Distrikt Gültigkeit besitzen. Herausgeg. von Dr. F. Röggerath, Königl. Preuß. Oberberggrath zu Bonn. Bonn 1e Lieferung 1816—1826; 2e Lief. 1827; 3e Lief. 1828; 4e Lief. 1829—1835 einschließl. 8.

Die in der Königl. Preuß. Rheinprovinz gültigen französischen Gesetze, Dekrete und Instruktionen in deutscher Sprache und mit den vor und während der Königl. Preuß. Verwaltung erlassenen abändernden und ergänzenden Gesetzen und Verordnungen, nebst einem das Gesetz und die Instruktionen über Dampfmaschinen-Polizei enthaltenden Anhang. Herausgegeben von Martins, Königl. Preuß. Oberberggrath und Justitiarius. Kobl. 1836. 8.

IX. Öffentliche Gebäude und Denkmäler.

§. 128.

U. Kab. Ord. vom 4. October 1815 (Gesetzf. S. 206).

Zweiter Titel.

Von dem Eigenthume.

(Civilgesetzbuch Art. 544—577).

I. Gesetzliche Eigenthumsbeschränkungen.

§. 129.

Gesetz vom 5.—12. Juni 1791 über die Kulturverhältnisse im Allgemeinen.

Gesetz vom 19.—22. Juli 1791 über die Municipalpolizei. Art. 15—18.

Verordnung vom 28. Januar 1806 (bei Keil Handb. für Maire; Köln 1811 Bd. 1. S. 254 Note 1).

Forstordnung vom August 1669. Tit. XXVII. Art. 18 über die Anlage von Wohnungen in der Nähe der Forsten.

Decret vom 23. Prairial XIII (12. Juni 1804) üb. dies. Gegenst. Staatsrathsgutachten vom 25. Vendémiaire — 22. Brümair XIV (17. October — 13. November) über dens. Gegenst.

Verordnung der österreichisch-baierischen Landesadministrations-Kommission vom 21. Januar 1815 über Bauanlagen bei Waldungen (Cottner Nr. 201; Bd. 1. S. 315).

Gesetz vom 11.—19. September 1792 über Entfernung von Zeichen, welche schädliche Ausdünstungen verbreiten.

Decret vom 14. Frimair II (4. December 1793) über Austrocknung der Teiche.

Beschluß vom 19. Ventos VI (9. März 1798) über Anlagen, wodurch der Wasserlauf gehemmt wird.

Gesetz vom 16. September 1807 über Austrocknung der Moräste u. s. w. Art. 52. Beobachtung der Baulinie.

Bekanntmachung des Königl. Oberpräsidiums vom 18. März 1829 über die Befugniß der Regierungen zu polizeilichen Anordnungen in Ansehung der Baulinie.

Gesetz vom 29. Floreal X (19. Mai 1802) über Kontraventtionen gegen die Wegepolizei.

Rescript des Justiz-Ministers vom 4. März 1829 über das Verfahren bei dem Bauen längs der Staats- und Bezirksstraßen (Cottner Nr. 878; B. III S. 275).

Gesetz vom 28. September — 6. October 1791 über die Agrar-

verhältnisse; Tit. II Art. 9 die Instandhaltung der Schornsteine betreffend.

N. Kab.-Ord. vom 4. October 1821 und Instruktion vom 14. Januar 1822 wegen Anlegung enger Schornsteinröhre. (Gesetzf. 1822. S. 42).

N. Kab.-Ord. vom 2. Juli 1836 die Zulässigkeit der Strohbemalung betr.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XVII Art. 19 und 22 über Feueranlage in Waldungen.

Beschluß vom 1. Germinal VII (21. März 1799) wegen Verhütung von Feuergefährlichkeit in Schauspielhäusern.

Gesetz vom 9. Frimär III (29. November 1794) über feuergefährliche Magazine und Werkstätten in der Nähe von Bibliotheken und Kunstsammlungen. 1)

Gesetz vom 21. September — 13. November 1791 über Aufrechterhaltung der älteren Gesetze wegen Anlegung von Manufakturen in Städten, welche der Sicherheit gefährlich sind (Handb. B. II. S. 129, Note 1, c).

Decret vom 15. October 1810 über die Anlage von Manufakturen, welche einen unangenehmen oder der Gesundheit nachtheiligen Geruch verbreiten.

Verordnung vom 20. Juli 1818 §. 2 Nr. 4 (Lottner Nr. 298; B. 1. S. 505) wegen Kompetenz der Regierungen über die Anwendbarkeit dieses Gesetzes.

N. Kab.-Ord. vom 1. Januar 1831 über Aufstellung von Dampfmaschinen (Gesetzf. S. 243).

Instruktion zur Vollziehung derselben vom 21. Mai 1835 (Gesetzf. S. 94).

Verpflichtung der Eigenthümer zu gemeinschaftlichen Schutzmaassregeln.

§. 130.

Gesetz vom 26. Ventos IV (16. März 1796) über das Abraupen der Bäume.

Vergl. oben §. 109.

1) Die Polizeiordnung vom 21. Juni 1721; die baupolizeilichen Vorschriften der Verordnung vom 1. September 1709 und die Feuerordnung vom 15. November 1781, aus welchen Keil (Handbuch für Maire's B. 1 S. 354 u. folg.) Auszüge mittheilt, gehören nicht zu den in den Rheinprovinzen verkündigten Gesetzen. Ueber diese Gegenstände sind daher die älteren Landesgesetze noch fortbauernd als gültig anzusehen (C. G. B. Art. 537 und 544):

II. Unfreiwillige Abtretung des Eigenthumes oder der Benutzung desselben zu öffentlichen Zwecken.

§. 131.

Staatsrathsgutachten vom 18. August 1807.

Gesetz vom 8. März 1810 über die unfreiwillige Eigenthumsabtretung zu öffentlichen Zwecken.

Instruktion des Staatsministeriums vom 23. Juli 1821 über Ausführung dieses Gesetzes und Rescript des Justiz-Ministers vom 18. Februar 1822 (Cottner Nr. 475; B. 2 S. 210).

Ministerialrescript vom 24. März 1823 über diesen Gegenstand (Cottner Nr. 543, B. 2. S. 356).

U. Kab.-Ord. vom 5. April 1836 über Ankauf der Grundstücke, welche erforderlich sind, um den Staatsstraßen die für den Verkehr angemessene Breite zu verschaffen (Amtsbl. Köln S. 195).

U. Kab.-Ord. vom 11. Juni 1825 über unentgeltliche Hergebung der Materialien zum Chausséebau (Gesef. S. 152).

U. Kab.-Ord. vom 3. September 1820 über das Verfahren bei großen Feldmanövern (Ann. d. inn. Verw. S. 611).

U. Kab.-Ord. vom 17. September 1831 wegen der Pferdebestellung zu den Landwehrübungen (Gesef. S. 223).

U. Verord. vom 24. Februar 1834 über das Verfahren bei eintretender Mobilmachung der Armee zur Herbeischaffung der Pferde durch Landleieferung (Gesef. S. 56).

Regulativ vom 29. Mai 1816 wegen der Verpflichtung zur Vorspannleistung (Gesef. S. 201).

Regulativ vom 6. Juni 1818 über Vergütung des Vorspannes (Ann. d. inn. Verw. S. 556).

U. Kab.-Ord. vom 5. Januar 1820 wegen Befreiung der Defizierpferde (Gesef. S. 32).

U. Kab.-Ord. vom 14. Juli 1833 betreff. die Deklaration des §. 3 des Regulativs vom 29. Mai 1816 hinsichtlich der Lu-ruspferde (Gesef. S. 170).

Dritter Titel.

Von den Nutzungsrechten an fremden Sachen.

(Civilgesetzbuch Art. 578—636.)

Nutzungsrechte in Waldungen.

A. Im Allgemeinen.

§. 132.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XIX, XX, XXIII u. XXIV verb. mit Tit. XXVI Art. 5 und Tit. XXXII Art. 28 (f.

Merlin rép. m. Paturage §. 1 n. 3 und m. usage (droit d') sect. II §. V art. IV, wonach diese Bestimmungen auch auf andere als Staatswaldungen Anwendung finden).

Decret vom 17. Nivôz XIII (7. Januar 1805) über die Hütungen in Waldungen.

Staatsrathsgutachten vom 18. Brümär — 16. Frimär XIV (9. November — 7. December 1805) über diesen Gegenstand.

Decret vom 12. Fructidor II (29. August 1794) über das Auflesen von Eicheln und anderem wilden Obste; vergl. mit

Decret vom 19. Juli 1810 über die Anwendbarkeit des Art. 12 Tit. XXXII der Forstordnung von 1669 auf das Laub sammeln.

Gesetz vom 8. Fructidor II (4. September 1794).

Verordnungen aus der Zeit der provisorischen Verwaltung.

a. Nieder- und Mittelhessen.

§. 133.

Verordnung des Generalgouvernements vom 17. August 1814 über Verwaltung des Forstwesens (Journ. S. 219) §. 27.

b. Oesterreichisch-baierische Landesadministration.

§. 134.

Verordnung vom 30. Juli 1814 (Cottner Nr. 170; B. 1 S. 247) Kap. I—XII.

B. Ablösung der Nutzungsrechte in Waldungen durch Landabfindung.

§. 135.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XXV. Art. 4.

Decret vom 15—28. März 1790 über die lehenherrlichen Rechte.

Decret vom 20—27. September 1790 über diesen Gegenstand. Art. 8.

Gesetz vom 28. September — 6. October 1791 über die Agrarverhältnisse Tit. I Abschnitt IV Art. 8.

Gesetz vom 28. August — 14. September 1792 Art. 5. 1)

C. Waldberechtigungen der Gemeinden in gutherrlichen Waldungen.

§. 136.

Gesetz vom 28. August — 14. September 1792.

1) Die Zulässigkeit des s. g. Rantonnements beurtheilt sich nach den älteren Landesverordnungen.

D. Nutzungsrechte in Staatswaldungen.

§. 137.

Gesetz vom 16.—27. März 1791 über die Unstatthaftigkeit des Einschusses derselben in den Verkauf der Staatsgüter.

Beschluß vom 5. Vendémiaire VI (26. September 1797) über die Hütungen in Staatswaldungen.

Beschluß vom 25. Pluvios VI (13. Februar 1798) über die Pflicht zur Hülfeleistung bei Waldbränden. Art. 2. Verlust der Nutzungsrechte im Weigerungsfalle.

Nachweisung dieser Nutzungsrechte.

§. 138.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XX Art. 1.

Gesetz vom 28. Ventos XI (19. März 1803) und:

Gesetz vom 14. Ventos XII (5. März 1804) über Verlängerung der durch ersteres bestimmten Anmeldefrist.

Beschluß des Präfecten des Noerdepartementes vom 21. Brümär XI (12. November 1802) über diesen Gegenstand. Präf. Act. S. 60.

Gesetz vom 18. December 1831 über Präklusion der fiskalischen Ansprüche (Gesetzl. 1832. S. 3).

Revision der Erkenntnisse, durch welche den Gemeinden Nutzungsrechte in Staatswaldungen zuerkannt sind.

§. 139.

Gesetz vom 2. October 1793, welches die Streitigkeiten über das Gemeindegut der schiedsrichterlichen Entscheidung unterwirft.

Gesetz vom 9. Ventos IV (28. Februar 1796) über Aufhebung der Nothwendigkeit der schiedsrichterlichen Entscheidung.

Gesetz vom 7. Brümär III (28. October 1794) über Einstellung der Benützung der Waldungen, in deren Besitz die Gemeinden auf den Grund von schiedsrichterlichen Entscheidungen gesetzt waren.

Gesetz vom 10. Floreal III (2. April 1795) über Beschränkung dieser Einstellung auf Staatswaldungen.

Gesetz vom 29. Floreal III (18. Mai 1795) über Anwendung des Gesetzes vom 7. Brümär III (28. October 1794) auf die Wiedereinsetzung der Gemeinden in Waldberechtigungen durch richterliches Erkenntniß oder durch Verwaltungsbeschlüsse.

Gesetz vom 28. Brümär VII (18. November 1798) über Pro-

duktion dieser Erkenntnisse und über deren Vollzug oder die Revision derselben in dem Wege der Appellation.

Gesetz vom 19. Germinal XI (9. April 1803) über diesen Gegenstand.

Gesetz vom 9. Pluvios XIII (29. Januar 1805) über Prorogation der in dem vorigen Gesetze bestimmten Präklusivfrist für die Departemente des linken Rheinufers.

Kompetenz der Gerichte zur Entscheidung der Ansprüche der Gemeinden auf Staatswaldungen.

§. 140.

Dekret vom 23. April 1807.

Besondere Verordnungen des Regierungs-Kommissars für die Departemente des linken Rheinufers über die Nutzungsrechte in Staatswaldungen.

§. 141.

Beschluß vom 9. Prairial X (28. Mai 1802; Bull. LXXXIII p. 32).

Beschluß vom 27. Messidor X (16. Juli 1802; Bull. XCVI p. 4). ¹⁾

Vierter Titel.

Von den Grundgerechtigkeiten.

(Civilgesetzbuch Art. 637—710.)

I. Agrarrecht im Allgemeinen.

(Civilgesetzbuch Art. 632.)

§. 142.

Gesetz vom 5.—12. Juni 1791. ²⁾

Gesetz vom 28. September — 6. October 1791.

Gesetz vom 20. Messidor III (8. Juli 1795) über den Feldschutz.

- 1) Der Text dieser Beschlüsse wird in Abth. II des Handbuchs mitgetheilt werden.
- 2) Des Art. 2 dieses Gesetzes ungeachtet werden die zum öffentlichen Besten erlassenen speziellen Bestimmungen des älteren Rechts über die Feldkultur (nach Art. 537 und 544 des C. G. B.) auch in Frankreich noch als fortbestehend angesehen. Fournel les lois rurales de la France; 6e éd. par Rondonneau. Paris, Bossange. 1830. Tom. I. p. 143.

Unterricht für Feld- und Forsthüter. Bekanntmachung der Königl. Regierung zu Trier vom 20. März 1832. Amtsbl. Beilage zu Stück 18.

II. Wasserbenutzung und Aenderungen des Wasserlaufes.

§. 143.

Beschluß vom 19. Ventos VI (9. März 1798), welcher zugleich die früheren Bestimmungen über diesen Gegenstand enthält.

Decret vom 23. Fructidor VI (9. September 1798) Art. 9.

Gesetz vom 14. Floreal XI (4. Mai 1803). ³⁾

Circular des Präfecten des Roerdepartementes vom 5. Prárial XI (25. Mai 1803) über den Wasserlauf; Präf. Act. S. 245.

Beschluß desselben über diesen Gegenstand vom 3. Messidor XIII (22. Juni 1805); Präf. Act. S. 315.

Decret vom 23. April 1807.

Decret vom 22. December 1811.

Verordnung vom 20. Juli 1818 über die gegenseitigen Befugnisse der Gerichts- und Verwaltungsbehörden (Lottner Nr. 298; B. I. S. 504) §. 2 n. 2 u. 3.

III. Eigenthumsbelastungen für öffentliche Zwecke.
(S. G. B. Art. 650).

§. 144.

Forstordnung vom August 1669 Tit. XXVIII Art. 7 und Decret vom 22. Januar 1808 wegen des Leinpfades.

Ober-Präsidential-Bekanntmachung vom 5. September 1834 die Schonung des Leinpfades am Rhein betreffend (Ann. d. inn. Verw. S. 853).

IV. Weidgang.

§. 145.

Gesetz vom 19. April 1790 über Abschaffung des ersten Weidganges auf Wiesen.

Gesetz vom 30. Juni 1790 über den öden Weidstrich auf Wiesen.

Gesetz vom 13.—20. April 1791 Tit. I Art. 1—6.

Gesetz vom 28. September — 6. October 1791. Tit. I Abschn. I Art. 1 u. 2 und Abschn. IV.

Staatsrathsgutachten vom 30. Frimär XII (22. December 1803) über den Sinn des Abschn. IV Art. 2 dieses Gesetzes.

3) Dieses Decret verweist auf die älteren Verordnungen und auf das Eschathertommen.